

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

*Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Provence-Alpes-Côte d'Azur*

Aix-en-Provence, le

Unité Territoriale des Bouches-du-Rhône
Subdivision d'Aix-en-Provence
440, rue Albert Einstein
CS 50541
13594 – AIX-en-PROVENCE CEDEX 3
Tél. : 04.42.91.59.00
Fax : 04.42.38.92.55

Affaire suivie par Philippe LAURENT
Tél. direct : 04.42.91.59.26.03
E-mail : philippe1.laurent@developpement-durable.gouv.fr

PL/BB – 08-09-11
UT13-Aix-D-2011-059 – ICPE
GIDIC 64-7725-11-P3

Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône
Direction des Collectivités Locales
et du Développement Durable
Bureau des ICPE
Hôtel de la Préfecture
Boulevard Paul Peytral

13282 – MARSEILLE CEDEX 20

A l'attention de M. GILLARDET

OBJET : Exploitation de MM. GOMEZ à GARDANNE

Réf. : Arrêté préfectoral n° 357-2008SANC du 19 novembre 2009
Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2010-350SANC du 27 septembre 2010

P. J. : - Un projet d'arrêté de consignation de somme

Suite au constat en 2008 de l'activité de ferrailage et de casse automobile sans autorisation d'exploiter par MM. Eugène et Antoine GOMEZ, l'arrêté préfectoral cité en référence avait été pris afin de suspendre cette activité d'une part, et de mettre en place des actions afin d'effectuer un diagnostic des sols et des sous-sols ainsi que la réhabilitation éventuelle du site d'autre part.

La visite d'inspection du 27 août 2010 avait permis de constater l'arrêt effectif de cette activité et l'absence de réalisation des actions de dépollution des sols. Sur ce dernier point, un devis a été établi par la Société ERG mais l'exploitant a déclaré ne pas avoir les ressources financières suffisantes pour faire réaliser les travaux. L'arrêté du 27 septembre 2010 avait mis en demeure l'exploitant de réaliser les travaux, ce qui n'a toujours pas été suivi d'effet.

Afin de constater la réelle insolvabilité de l'exploitant et d'initier éventuellement une action par les pouvoirs publics, il convient d'aller au bout de la procédure administrative (consignation de somme) conformément à la circulaire du 8 février 2007.

A cet effet, vous trouverez ci-joint, un projet d'arrêté de consignation d'une somme permettant de réaliser les travaux demandés par l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2009.

Le montant de cette somme est évalué à 15 600 €, sur la base d'un devis réalisé par la Société ERG, spécialisée dans le domaine des sols pollués.

L'Inspecteur des Installations Classées

Philippe LAURENT

Vu, adopté et transmis
À M. le Préfet des Bouches-du-Rhône
DCLDD – Bureau des ICPE à MARSEILLE

Pour le Directeur et par délégation
L'Adjoint au Chef de l'UT 13

R. MOUNIER